

Avis voté en plénière du 12 juin 2018

Mieux investir pour la France – Rapport annuel sur l'état de la France en 2018

Déclaration du groupe CFE-CGC

Le groupe CFE-CGC ne peut que souscrire à la finalité de ce RAEF. Effectivement, l'efficacité économique pour un meilleur bien-être de nos concitoyens via les trois enjeux de ce Rapport permet de préparer l'avenir par des investissements efficaces, renforcer la cohésion sociale et améliorer la qualité de vie. C'est d'ailleurs l'ADN même de la CFE-CGC !

Le groupe CFE-CGC a donc voté l'avis.

Pour investir dans les emplois qualifiés de demain, il serait bon d'avoir un ministère de l'Industrie de plein exercice afin de développer et renforcer l'innovation et la recherche. Ce dernier saurait mieux défendre les intérêts de la France et de l'Europe dans un monde où la responsabilité sociale et la transition écologique sont facteurs de cohésion sociale.

Il ne fait aucun doute que réduire les inégalités sociales et assurer la transition écologique a un prix ! Décider par exemple que l'automobile de demain sera propre mériterait de plus larges investissements en aval et en amont, que ce soit dans les énergies, les matériaux, mais aussi le capital humain. La CFE-CGC propose de porter l'effort en matière de recherche à 3 % du PIB.

Mais il n'est pas acceptable de voir aujourd'hui la Recherche et Développement réalisée en France et de constater un sous-investissement en production qui conduit à aller fabriquer majoritairement ailleurs.

Il est important pour le groupe CFE-CGC que le crédit impôt/recherche soit assorti d'une obligation de produire ou d'exploiter en France pendant un temps encadré afin de garantir que nous ne soyons pas en train de subventionner de futures délocalisations.

La CFE-CGC milite pour que tous les dispositifs de soutien à l'activité incluent des clauses assurant le retour sur investissement des aides consenties vers la collectivité nationale. Un facteur de progrès important est de concrétiser les évolutions législatives permettant de définir la raison d'être des entreprises et d'associer davantage les salariés à leur gouvernance pour retrouver le sens du long terme.

Le groupe CFE-CGC soutient les préconisations sur l'investissement dans la formation et la réindustrialisation pour la France :

– renforcer les investissements sociaux destinés à valoriser notre capital humain et à agir de manière préventive sur les inégalités participerait également à une plus grande efficacité des politiques publiques;

– soutenir prioritairement l’investissement dans la formation initiale et continue, la réindustrialisation de nos territoires, la compétitivité des entreprises au service de l’investissement et leur accès aux marchés extérieurs ainsi que les efforts d’innovation et le développement de nos TPE-PME.

En conclusion, le RAEF 2018 démontre l’urgence d’intensifier les efforts entrepris pour relancer l’investissement industriel. Cela doit être fait avec la transition énergétique, écologique et numérique afin de permettre la productivité et la compétitivité de l’emploi en France.

Tout cela ne sera possible que par une harmonisation fiscale aussi bien au niveau international que local, mais également en restaurant la valeur confiance.